



Droits humains et personnes intersexes

POSITIFS

- » Changements dans la législation de certains pays européens pour reconnaître les personnes intersexes et combattre les discriminations
- » Emergence d'une jurisprudence nationale qui condamne les violations des droits humains des personnes intersexes
- » Actions de sensibilisation innovantes menées par des ONG intersexes et LGBTI, des organismes de promotion de l'égalité et d'autres structures nationales des droits humains
- » Emergence de positions progressistes chez certain-e-s professionnel-le-s de santé quant aux préjudices causés par les interventions médicalement non nécessaires
- » Attention accrue des organisations européennes et internationales aux droits humains des personnes intersexes

PRÉOCCUPATIONS

- » Traitements médicaux et chirurgicaux non nécessaires visant à « normaliser » le sexe des nourrissons intersexes sans consentement pleinement éclairé (certaines étaient autrefois appelées « hermaphrodites ») et aux problèmes qu'elles rencontrent en matière de droits humains
- » Non-respect du droit des personnes intersexes à l'intégrité physique ; non-respect de leur capacité à construire leur identité de genre
- » Invisibilité : le public est peu sensibilisé à l'existence des personnes intersexes
- » Difficultés à se procurer son dossier médical
- » La structuration binaire hommes/femmes de la société conduit à la stigmatisation et à l'exclusion sociale
- » Les caractéristiques intersexes sont toujours rangées parmi les pathologies
- » Interventions médicales sur les fœtus intersexes
- » Les personnes intersexes sont médicalisées, ce qui les empêche d'exercer leur droit d'accès au meilleur état de santé susceptible d'être atteint
- » Les procédures d'enregistrement des naissances et les pressions exercées par le corps médical pour se conformer à la norme font peser sur les parents de bébés intersexes une charge écrasante, ce qui les oblige à prendre des décisions rapides
- » Les organisations sportives internationales appliquent des procédures de vérification du sexe qui sont discriminatoires

RECOMMANDATIONS

- » Mettre fin aux interventions médicales et chirurgicales non nécessaires effectuées sur les personnes intersexes sans leur consentement
- » Respecter le droit des personnes intersexes de ne pas subir de traitement visant à leur assigner un sexe
- » Revoir les classifications médicales qui considèrent les individus intersexes comme des personnes malades
- » Améliorer les lois et les politiques pour faciliter la reconnaissance juridique des personnes intersexes dans les documents officiels, en respectant leur droit à l'autodétermination
- » Veiller à ce que la législation nationale sur l'égalité de traitement et la lutte contre les infractions motivées par la haine protège les personnes intersexes
- » Donner aux personnes intersexes un accès total à leur dossier médical
- » Intensifier et approfondir les travaux de recherche afin de mieux lutter contre les discriminations et autres violations des droits fondamentaux des personnes intersexes
- » Sensibiliser l'opinion et améliorer la formation des professionnels aux problèmes que rencontrent les personnes intersexes
- » Associer les personnes intersexes à l'élaboration des mesures visant à résoudre les divers problèmes qu'elles rencontrent
- » Améliorer l'accompagnement des enfants intersexes et de leurs parents
- » Faciliter l'accès des personnes intersexes à la justice ; rechercher et reconnaître les violations des droits humains commises par le passé

